

MOBILISONS-NOUS

POUR PROTÉGER NOTRE EAU POTABLE DE L'INVASION DES HYDROCARBURES

Il faut une stratégie de résistance pour protéger notre eau !

tinyurl.com/CampagneEauPotable



L'eau, c'est la vie. Nous devons tout faire pour protéger notre eau potable. Pour plusieurs, le développement économique passerait par l'exploitation des ressources hydrocarbures menaçant la pérennité de nos source d'eau potable. Il est impensable de prendre ce risque. Pensons à la situation à Prince Albert en Saskatchewan où l'équivalent de **6 piscines*** ont été déversées suite à une **fuite découverte seulement que 14 heures après l'incident.**

Au Québec, la menace est actuelle. Si un même incident se produit avec la vieille canalisation d'**Enbrigde 9B construite en 1975**, cela équivaldrait à déversement de **696 piscines de pétroles !**

L'oléoduc Énergie Est aura 4 fois les capacités de cette vieille canalisation, après un déversement de 14 heures, ce serait **2 873 piscines de pétrole** qui souilleraient nos cours d'eau à tout jamais.

Face à ce danger imminent, quelle sorte de stratégie devons-nous employer pour s'assurer de protéger notre eau potable ? Le pouvoir de protéger notre eau est entre nos mains. **Agissons.**

*Notons qu'une piscine hors-terre de 21 pieds contient 40 000 litres d'eau selon l'Association des commerçants de piscines du Québec <https://www.acpq.com/consommation-eau/>

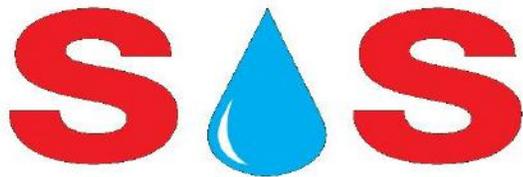
LA LUTTE NON-VIOLENTE

STRATÉGIE POUR LA PROTECTION DE L'EAU POTABLE

Notre stratégie se base sur l'action directe non-violente. L'action directe, c'est intervenir directement dans la vie de la société, sans passer par l'intermédiaire de nos représentants et des institutions. Par le vote, le citoyen délègue son pouvoir, il ne l'exerce pas. Les démocraties parlementaires sont davantage des démocraties de représentation que de participation. On le constate cette représentation a des limites; une fois élus souvent les politiciens font ce qu'ils veulent. L'action directe a pour but de repousser les limites et les insuffisances du système. Nos représentants n'agissent pas; nous allons donc agir directement!

Pourquoi l'action directe non-violente?

Les actions d'interposition, de blocus, d'occupation, ou d'invasion de site ne peuvent pas menacer l'intégrité de personnes. Une telle situation est nuisible à la cause. L'action et ses conséquences doivent être assumées, c'est la meilleure garantie contre les accusations de vandalisme et d'émeutier. L'action directe peut être légale ou illégale, selon les dispositions de la loi en vigueur qui au demeurant sont changeantes par nature. Ainsi le simple fait de distribuer un tract dans un lieu public peut se faire soit en conformité avec la loi, ou en violation de celle-ci sur un terrain privé. Le premier est une action directe non-violente, le second est une action de désobéissance civile. Mais l'exigence de la justice doit être plus forte que la contrainte arbitraire et souvent intéressée de la loi.



Mais que peut-on faire?

Comme simple contribuable :

Le calcul de vos taxes municipales est basé sur les bordures de votre terrain touchant à la rue. Ceci détermine la longueur des tuyaux d'aqueduc et des canalisations d'égout que vous utilisez. Bref, vous payez des taxes municipales pour des services permettant de garder l'eau propre. Vos taxes municipales servent essentiellement à traiter votre eau de consommation; et à protéger l'eau des résidents des villes voisines en traitant vos égouts. L'eau, c'est le pain et le beurre de vos employés municipaux!

Comme membre engagé d'un groupe citoyen :

Jamais auparavant votre eau potable n'a été aussi menacée. La ligne bitumineuse Enbridge 9B a été autorisée sans exigences préalable et le pétrole y circule déjà! C'est une négligence inqualifiable de nos dirigeants. Tout porte à croire que l'Office National de l'Énergie autorisera aussi le projet Énergie-Est; sans même exiger l'utilisation des meilleures pratiques de franchissement des cours d'eau. Aucune de nos usines de purification n'est équipée pour une telle menace. L'acquis de l'eau potable est remis en question!

Des moyens d'actions à utiliser

Faucheurs de chaise des décideurs

Afin d'éviter que les dirigeants responsables de l'assistance aux démunis « dorment sur leurs chaises » les Faucheurs de chaise ont décidé de kidnapper des chaises et de les garder en otage sur un lieu public, afin que les responsables puissent travailler efficacement. Le mouvement pour la COP21 a récemment repris l'idée afin de permettre aux dirigeants français, pour une fois, de « se tenir debout » face au lobby des producteurs de gaz à effet de serre.

Obstruction de travaux par vagues

Sur des ouvrages de grande envergure, les citoyens ont littéralement l'embaras du choix pour les sites d'obstruction. L'obstruction temporaire d'un lieu peut être renforcée par l'obstruction temporaire et même rotative de multiples lieux vulnérables d'une installation par contingents. On a vu récemment des campagnes de milliers de militants environnementaux non-violents envahir illégalement les sites d'extraction du charbon en Allemagne et s'enchaîner et se suspendre aux immenses machineries pour neutraliser un chantier pendant de nombreuses heures.

Invasion d'assemblées d'actionnaires

Les actionnaires d'entreprises doivent être mis au courant que leur projet, celui duquel ils anticipent de faramineux bénéfices, risque de ne pas passer la rampe de l'opposition citoyenne et de coûter très cher en frais de persuasion et de mise en œuvre. Parfois lorsque les actionnaires ont l'opportunité de faire face à la musique directement, dans un contexte d'action directe ou de désobéissance civile; la réalité refait surface et aide à changer les priorités.

Mouvement des déboulonneurs de publicité.

La publicité est une composante importante dans la lutte pour faire valoir un point, ou modifier des tangentes politiques. Un promoteur peut utiliser des formes publicitaires sexistes et en inonder le quartier; c'est loin d'être le cas de groupes d'intérêt minoritaire ou citoyens. Certains militants adeptes de l'action directe en France ont développé la spécialité du déboulonnage, le retrait et le remplacement de publicité par d'autres qui soutiennent le bien commun. Les actions non-violentes étaient parfois assumées parfois pas. Une forme de réappropriation citoyenne de l'espace visuel comme c'est le cas pour le graffiti et le tag.

Camps d'occupation de site de passage.

Les opposants à un projet établissent un camp à proximité, ou sur un lieu convoité par un projet d'exploitation. Ce type d'action directe peut avoir pour objet d'obstruer un projet, ou simplement de s'assurer d'une présence militante active à proximité de sites névralgiques pour une activité destructrice de l'environnement. L'avantage incontestable d'un camp d'occupation, c'est qu'il permet à une foule de personnes de s'impliquer activement et de rester mobilisée. Des personnes s'occupent de la nourriture, d'autres de la logistique pour les besoins essentiels, d'autres de l'information et certains choisissent de participer à des actions directes. La présence continue d'opposant est un puissant symbole pour les autorités et les autres citoyens.

Perturbation de consultations biaisées.

Les processus de consultation sont multiples et à de nombreuses reprises les militants environnementaux ont pu constater qu'on ne consultait que pour la forme. Les décisions et orientations politiques sont déjà prises. La perturbation de telles initiatives est parfois la seule façon de démontrer la façade que constituent souvent ces exercices de relations publiques visant à simuler les processus démocratiques.

Procès ou commission populaire alternative.

Des organisations citoyennes utilisent des processus parallèles qui regroupent parfois des personnalités qui ont plus de crédibilités que les acteurs des processus officiels conduits par les autorités. Les organisations citoyennes affirment leur soutien à ce processus indépendant par opposition aux consultations et procès formels; et on mobilise aussi largement que possible les citoyens pour la participation à ces voies décisionnelles. Parfois des procès populaires ont mené à des actes de condamnation symbolique et des arrestations citoyennes tout aussi symboliques.

Pacte de résistance

Un Pacte, c'est à la base l'utilisation de la dissuasion, afin de faire réaliser à un promoteur, ou un gouvernement que son projet sera difficile à réaliser, car les citoyens s'engagent à participer à des actions directes d'opposition. Un pacte est rédigé, une stratégie est élaborée; et les gens s'engagent à prendre part à l'une ou l'autre des composantes de la stratégie. Cet outil fait l'objet de réflexion de la prochaine page.

UN PACTE POUR RÉSISTER À L'INVASION DES HYDROCARBURES

Au Québec, une lutte pour protéger notre eau potable de l'invasion des promoteurs d'hydrocarbures doit se mettre en marche.

Pour être efficace cette lutte nous demandera de réfléchir, d'organiser la résistance et de s'engager à passer à l'acte. Il y a peu de chance que des gestes improvisés mènent au succès. L'idée d'établir entre nous un « Pacte citoyen » afin de mettre en œuvre des actions directes pour protéger nos cours d'eau est particulièrement attrayante. Voici pourquoi :

THE PLEDGE OF RESISTANCE

Aux États-Unis, l'idée du pacte citoyen de résistance (*Pledge of Resistance*) existe depuis des décennies.

Ce moyen d'action s'articule autour d'une stratégie dissuasive. Elle repose aux États-Unis sur large acceptation sociale de la légitimité de l'action directe citoyenne et de la non-violence. L'approche a permis d'unir de nombreux groupes autour de l'idée de dissuader le gouvernement d'entreprendre une nouvelle invasion en Amérique Centrale. Un tel pacte de résistance sociale a vu le jour en 1983 suite à l'invasion de la Grenade par l'armée américaine. À ce moment les groupes de solidarité ont vu en l'idée du « **Pledge of Resistance** » la possibilité d'empêcher l'administration Reagan de conduire de nouvelles invasions militaires.

Ce moyen d'action fut plus récemment utilisé par les groupes environnementaux contre l'approbation par l'administration Obama du Projet Keystone XL aux États-Unis. Plus de 100 000 personnes avaient signé l'engagement de résistance sur l'un ou l'autre des sites administratifs, et les sites de passage de l'oléoduc. L'effet dissuasif d'un tel Pacte de résistance fut important pour influencer le refus d'endosser le projet. L'idée pour un dirigeant de devoir faire face à une résistance et procéder à des dizaines de milliers d'arrestations suite à l'autorisation d'un



projet n'est jamais une perspective plaisante.

Le Pledge envoie un signal sans équivoque aux décideurs, la population se positionne contre vos actions, et est déterminée à agir pour vous arrêter. En signant le pacte de résistance « Pledge », la population affirme qu'elle prête à se mobiliser, à agir, et en accepte les conséquences si les dirigeants vont de l'avant avec leur entreprise destructrice.

Ici au Québec, nous avons notre historique de luttes non-violentes. Que ce soit les luttes féministes, syndicales, autochtone et de protection de notre culture; rares ont été les combats ne prenant pas leurs origines dans l'action directe non-violente, la violence étant du côté de l'État.

La campagne « **Moratoire pour une génération** » a pris la forme d'une campagne d'engagement à la résistance citoyenne. L'initiative



« **Schiste 911** » entre autre appliquait de nombreux principes du

« Pacte de Résistance » soit: la préparation citoyenne à la résistance, une ligne pour signaler les opérations des promoteurs, et des plans d'actions pour aider les mouvements citoyens luttant contre l'industrie du gaz de schiste.

MOBILISONS-NOUS POUR PROTÉGER NOTRE EAU POTABLE.

Pour plus d'informations, rendez-vous au tinyurl.com/CampagneEauPotable

CRNV
Centre de ressources
sur la non-violence